

Éléments clés du discours de Martin Hirsch
au
Sommet Union Européenne-Union Africaine
à Nairobi,
sur l'initiative de Socle universel de Protection Sociale

Depuis l'été 2010, j'ai l'honneur de faire partie d'une commission, présidée par Michelle Bachelet, réunissant des "experts" venus de tous les continents pour réfléchir à la manière de concrétiser l'initiative de la coalition socle universel de protection sociale, dont la coordination est assurée par l'Organisation Internationale du Travail et l'Organisation Mondiale de la Santé. Depuis quelques mois, nous travaillons à des propositions à soumettre au G20.

Le socle universel de protection sociale fait partie des priorités de la France, qui exerce pour l'année 2011 la présidence tournante du G20. Le *Social Protection Floor Advisory Group* dont je suis membre va donc travailler, au cours des mois à venir, afin de promouvoir l'initiative auprès des pays membres du G20.

La coopération entre l'Union Européenne et l'Union Africaine en matière de protection sociale, et l'engagement de l'Europe (exprimé dans le récent rapport européen sur le développement) en faveur d'une extension et d'une amélioration des systèmes de protection sociale pour promouvoir un développement économique durable et équitable dans les pays pauvres et émergents, méritent d'être salués. Ils viennent conforter l'initiative internationale pour la protection sociale.

L'enjeu est de taille. Il faut rappeler qu'aujourd'hui près de 80% de la pop n'a pas accès aux biens et services essentiels pour vivre dignement. La majeure partie des personnes dépourvues de toute protection sociale vit en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Le socle de protection sociale a fait l'objet d'une définition large dans les déclarations de l'ONU. Il va de soi que cette définition a une grande valeur, comme objectif à poursuivre, comme idéal à atteindre. Cependant, elle peut se construire par étapes et la mise en place peut se faire progressivement, selon des chemins adaptés à chaque pays, en fonction de priorités qu'ils définissent souverainement, tenant compte de leurs problèmes les plus aigus, de leur situation, de leurs aspirations.

Ce qui définit le concept de socle est l'ambition de prendre en compte l'ensemble de la population, qu'elle travaille dans l'économie formelle ou informelle, en lui permettant d'acquérir des droits et de prévoir les mécanismes qui incluent dans la protection sociale ceux qui ont les ressources les plus faibles.

Dans l'idée de protection sociale, il y a le fait que le soutien aux familles permette l'accès à l'éducation et qu'il y ait un environnement, une assurance qui favorise l'activité économique et l'emploi par une moindre exposition aux risques qui empêchent de travailler ou de gagner sa vie.

Parmi les éléments clés du socle de protection sociale, il y a l'accès à la santé, y compris aux programmes de prévention pour l'ensemble de la population, en abaissant les barrières financières, il y a le soutien aux familles d'une manière qui favorise l'accès de tous les enfants à la scolarisation, sans obstacles financiers, il y a la prise en compte du vieillissement pour éviter que les personnes les plus âgées ne disposent d'aucune ressource, il y a le soutien aux revenus de ceux qui sont dans l'incapacité de travailler.

La protection sociale a fait la preuve de son efficacité pour améliorer les conditions de vie (en réduisant la pauvreté, les inégalités, l'instabilité politique et sociale, améliorant l'accès à l'emploi...), et permettre une croissance plus équilibrée, durable, et inclusive... Elle n'est pas un luxe réservé aux pays développés, mais peut être étendue, nécessaire, bénéfique à tous les pays, si elle est appropriée à leur niveau de développement. Si un système de protection sociale mal conçu peut avoir de

mauvais effets économiques, une protection sociale bien conçue peut au contraire avoir des effets économiques tout à fait bénéfiques pour une croissance durable.

Beaucoup de pays ont vu leur situation s'améliorer grâce à l'extension de mécanismes de protection sociale, ou de programmes spécialisés ou ciblés qui ont contribué à la réduction de la pauvreté et à l'élévation du niveau d'éducation.

La construction d'un socle de protection sociale est d'abord et avant tout l'affaire des Etats, et relève de leurs choix intérieurs. Les Etats sont légitimes pour définir l'organisation, le niveau de protection sociale, l'évolution de leur protection sociale, les choix de financement.

Si chaque état est souverain pour déterminer le niveau de protection sociale qui lui convient, les choix faits par les différents pays peuvent avoir une influence sur des dimensions internationales. En effet, si chaque état est naturellement maître de ses choix, la communauté internationale dans son ensemble a intérêt à ce que la ps soit partagée et étendue, que ce soit pour des raisons de stabilité, d'équilibre, d'efficacité de lutte contre les fléaux mondiaux, comme les pandémies, ou de bonne allocation des ressources

La communauté internationale a déjà marqué son attachement aux principes de la protection sociale, dès le départ à travers la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen et plus récemment, implicitement, dans l'affirmation des objectifs du millénaire pour le développement.

Les institutions internationales qui jouent un rôle dans les questions de protection sociale, ont déjà dans le passé contribué à agir pour la santé, pour l'éducation, pour la mise en place de mécanismes de solidarité dans les Etats.

C'est parce que la communauté internationale a intérêt à permettre d'améliorer l'accès de chacun à protection sociale partout dans le monde, dans les pays développés comme dans les pays émergents ou les plus pauvres, que l'initiative pour un socle universel de protection sociale doit trouver une place de premier plan à l'agenda du G20.

Le Social Protection Floor Advisory group soumettra des propositions concrètes au G20 au cours des mois à venir, dans l'espoir que de nombreux états les reprendront à leurs compte et qu'elles seront suivies d'effet.

Que pourrait-on, à mon sens, attendre du G20 cette année?

1 - Tout d'abord, un soutien au concept du socle de protection social, soulignant en particulier qu'il s'agit là d'un élément favorisant une croissance économique soutenable et inclusive, et non pas d'un obstacle à celle-ci.

2 - Ensuite, le G20 pourrait favoriser une convergence de l'ensemble de la communauté internationale (au niveau des gouvernements, des organisations internationales impliquées, comme des ONGs ou des autres institutions liées aux questions de protection sociale) sur la définition de ce qu'est le socle de protection sociale et sur quelques valeurs fondatrices.

3 - Par ailleurs, un engagement unanime du G 20 pour appliquer le concept de socle dans les pays qui en sont membres serait souhaitable.

4 - Le G20 pourrait fixer des objectifs précis à atteindre à des échéances données.

5 - Le G20 devra adresser un signal fort à l'ensemble des institutions internationales concernées afin qu'elles contribuent de manière forte et coordonnée à la construction du socle universel de protection sociale.

6 - Il pourrait contribuer à définir un cadre de coordination des efforts internationaux pour la construction du socle.

7 - Il serait souhaitable que le G20 permette la mobilisation internationale et nationale en termes d'expertise, par exemple en favorisant les programmes expérimentaux et le partage d'expériences et de bonnes pratiques à l'échelle régionale ou internationale.

8 - Il pourrait également revenir au G20 la tâche d'explorer la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies pour faciliter la mise en place de programmes de protection sociale, y compris dans des contextes politiques, économiques (importance du secteur informel) sociaux et institutionnels

(corruption, manque de capacités administratives...) où les obstacles à la construction rapide de systèmes de protection sociale efficaces sont nombreux.

9 - Le G20 pourrait également exprimer un soutien aux pays les plus pauvres, en proposant des manières concrètes par lesquelles la solidarité internationale pourra contribuer à la construction du socle de protection sociale dans ces pays là.

10 - Enfin, nous souhaiterions que le G20 engage un suivi de l'initiative à moyen et long terme, afin que ces engagements ne débouchent pas sur une déclaration d'intention sans suite concrète et sans effets mesurables.

Pour que l'initiative aboutisse, il est essentiel que les pays pauvres et émergents, notamment en Afrique mais aussi en Asie ou en Amérique Latine, s'emparent du sujet et témoignent de leur engagement. Au delà des initiatives portées par les organisations internationales, les ONGs, ou les gouvernements, l'engagement de la société civile pour réclamer et défendre le droit à la protection sociale sera également crucial pour faire avancer l'initiative au cours des mois à venir.